



NOUVELLES DE LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DES SYNDICATS

№ 99

Janvier – Mars 2018

Une délégation de la CGS participe à la réunion du Conseil économique de la CEI

La 77^{ème} réunion de Conseil économique de la CEI a eu lieu à Moscou le 2 mars 2018. Une délégation de la Confédération générale des syndicats, composée d'Albert Potapov, secrétaire général adjoint de la CGS, et de Valentin Karassev, chef du Département pour la protection des intérêts socio-économiques des travailleurs de la Confédération, y a pris part.

L'ordre du jour de la réunion comprenait une question: «La préparation du projet d'Accord sur le libre-échange des services».

Le Conseil économique a pris la décision de constituer un groupe de travail de haut niveau, comprenant les ministres de l'Économie des pays de la Communauté des États Indépendants, pour poursuivre l'élaboration du projet d'Accord sur le libre-échange des services, et a adopté le calendrier de ses réunions pour l'année 2018.

Azerbaïdjan: le Vème congrès de la CSA à Bakou

Le Vème congrès de la Confédération des syndicats d'Azerbaïdjan a eu lieu au Centre des congrès de Bakou le 5 février 2018.

Près de 1300 délégués de tous les syndicats de branche, les représentants d'État, ainsi que 85 dirigeants et militants syndicaux de 30 pays étrangers, parmi lesquels Michaïl Chmakov, président de la CGS et Vladimir Scherbakov, secrétaire général de la CGS, ont pris part au congrès.

A la veille du congrès, Ilham Aliev, président de la République d'Azerbaïdjan, a reçu un groupe de délégués étrangers participants au congrès.

Intervenant devant le congrès avec son rapport d'activités, le président de la CSA Sattar Mekhbaliev a souligné que le travail, mené au pays pour développer le dialogue social, donne des résultats positifs. La centrale syndicale, qui est une partisane et une des parties du dialogue social, fait

tout le nécessaire pour défendre les principes de justice sociale.

Le congrès a adopté une résolution pour proposer la candidature d'Ilham Aliev aux prochaines élections présidentielles qui vont avoir lieu en Azerbaïdjan en avril 2018.

Lors de la discussion sur le rapport d'activités durant les années 2013-2018, les délégués ont reconnu positive l'activité de la centrale syndicale.

Lors du vote à main levée pour élire le président de la CSA, Sattar Mekhbaliev a été reconduit au poste de leader de la centrale syndicale azerbaïdjanaise.

Arménie: les réunions du Comité exécutif et du Conseil de la CSA

Le 16 mars 2018, la Confédération des syndicats d'Arménie a tenu une réunion du son Comité exécutif.

L'exécution du budget de 2017 a été incluse à l'ordre du jour de la réunion. Intervenant à la réunion sur cette question, le vice-président de la centrale syndicale Khatchik Arakelian a aussi parlé de la mise en oeuvre des conventions collectives signées, de la sécurité du travail et de la protection de la santé des travailleurs, des conflits collectifs de travail qui ont eu lieu durant l'année 2017.

La réunion a pris la décision de former auprès du Conseil de la CSA les commissions permanentes suivantes:

- questions socio-économiques et de droit, garantie de la sécurité du travail et environnement ;
- égalité femmes-hommes ;
- problèmes de la jeunesse.

Le Comité exécutif a adopté la résolution sur «L'organisation de la manifestation à l'occasion du Premier Mai 2018».

La réunion du Conseil de la CSA, tenue le 26 mars, a discuté et a adopté les décisions du CE.

La réunion a aussi voté le budget de la CSA pour l'exercice 2018 et la composition des commissions près le Conseil de la CSA.

Bélarus: les syndicats soutiennent le ministère du Travail

Une rencontre d'experts représentant les syndicats et le ministère du Travail et de la Protection sociale a eu lieu le 22 janvier 2018 au siège de la Fédération des syndicats de Bélarus (FSB).

Les partenaires sociaux ont prêté une attention particulière aux démarches concertées en vue d'apporter des amendements au projet d'un nouveau Code de travail. Les syndicats ont fait plus de 40 propositions pour modifier 30 articles du Code.

Les participants à la réunion ont aussi discuté des changements concernant la rémunération des agents de la fonction publique. Les syndicats ont soulevé à maintes reprises devant les partenaires sociaux la question sur l'augmentation des salaires dans cet-

te branche. Au dire de Mikhaïl Orda, le président de la FSB, aujourd'hui il est impératif de poursuivre le travail vers la modernisation du système de rémunération du travail en général.

Les problèmes de l'emploi ont été aussi à l'ordre du jour de la discussion.

La Fédération avait plusieurs fois souligné que le processus de restructuration et de modernisation des grandes entreprises, actuellement en cours en Bélarus, devait être organisé en tenant compte des intérêts des travailleurs. Il s'agit du soutien social et de l'insertion professionnelle de chaque travailleur retiré de l'emploi.

Bélarus: les syndicats se prononcent pour le plein-emploi de la population

Une réunion syndicale au niveau national a eu lieu le 30 janvier 2018 au siège de la FSB. Plus de 150 militants syndicaux de toutes les régions du pays y ont pris part. La mobilisation des syndicats et des organes du pouvoir pour l'insertion professionnelle de tous les citoyens actifs et pour garantir le plein-emploi dans le pays, conformément au Décret № 1 signé le 25 janvier 2018 par le président de la République Aleksandre Loukachenko, a été au centre de la discussion.

Les syndicats proposent de prévoir des garanties supplémentaires de l'emploi pour les travailleurs consciencieux. A leur avis, il est nécessaire de garantir par la loi la prolongation du contrat de travail à tous ceux qui travaillent sans sanctions disciplinaires.

Selon le président de la FSB Mihail Orda, le Décret présidentiel contribuera à la création de nouveaux emplois et garantira une solution individuelle à chaque demandeur d'emploi.

Géorgie: les syndicats exigent de garantir un travail sans danger

L'Union des syndicats de Géorgie (USG) a organisé le 27 février 2018 une manifestation de masse pour la sécurité du travail. Les participants à la manifestation ont porté des slogans suivants: «Nous exigeons de défendre la vie des travailleurs», «Rendez le travail sûr», «Moi ouvrier pas encore mort».

Les manifestants ont exigé que le parlement discute le projet de loi sur la sécurité du travail proposé par les syndicats, qui vise vraiment la défense efficace des travailleurs et le renforcement des fonctions de contrôle, au lieu du projet présenté par le gouvernement. Selon Raïssa Lepartaliani, la chef du Département juridique de l'USG, le projet de loi proposé par les pouvoirs n'est pas compatible avec les normes internationales du travail, et ne propose toujours pas de mécanisme efficace qui régisse l'activité de l'inspection du travail.

Au dire du leader syndical Irakly Petriachvili, plus de 1300 ouvriers ont péri ces 12 dernières années, depuis que l'Inspection d'État du travail a été dissoute en Géorgie.

Cette action est préventive, a déclaré Petriachvili, mais si le gouvernement ne prête pas attention à nos revendications et ne modifie pas la légis-

lation en vigueur, ces manifestations deviendront incessantes.

Kirghizistan ; les questions de sécurité du travail prioritaires pour les syndicats

La représentation de l'Organisation internationale du travail (OIT) au Kirghizistan a organisé le 8 février 2018 une table ronde «Le choix des priorités à inclure dans le Programme national de sécurité du travail en République du Kirghizistan pour les années 2018-2020, et la discussion d'autres questions liées à ce Programme». Les représentants des syndicats, du gouvernement et du patronat y ont pris part.

Intervenant à l'ouverture de la table ronde, la vice-présidente de la Fédération des syndicats du Kirghizistan (FSK) Risgoul Babaeva a déclaré que les questions de sécurité du travail étaient prioritaires pour les syndicats de la République.

Valentin Mokanou, spécialiste en chef pour la réglementation du travail, de l'inspection du travail et de la sécurité du travail au Bureau de l'OIT pour les pays d'Europe orientale et d'Asie Centrale, a parlé à la réunion de l'Option stratégique de l'OIT pour la sécurité du travail, ainsi que de l'expérience d'autres pays dans ce domaine.

Les participants ont discuté du rôle des syndicats, du gouvernement et des employeurs dans l'élaboration de la politique de sécurité du travail et de sa réalisation. Ils ont aussi discuté de l'Approche stratégique de l'OIT.

Moldova: les revendications syndicales prises en considération

Le 1^{er} janvier 2017, le droit de partir en préretraite dont bénéficiaient les ouvriers travaillant dans les conditions insalubres et pénibles, notamment dans les mines, les verreries et autres, nuisibles à la santé de l'homme, a été abrogé.

Face à cette injustice vis-à-vis des travailleurs de cette catégorie, la Confédération nationale des syndicats de Moldova (CNSM) s'est adressée à plusieurs reprises au parlement, au gouvernement et au ministère du Travail en exigeant de rétablir le droit des travailleurs à la retraite anticipée.

Les revendications des syndicats soutenues, le 22 décembre 2017 le parlement de la République de Moldova a adopté une loi qui apporte des modifications et des amendements à la loi sur le Système national de retraite.

De cette façon l'injustice envers les gens qui travaillent dans les conditions insalubres et pénibles a été réparée, et leurs droits à la retraite anticipée ont été rétablis.

Moldova: une rencontre de travail entre les dirigeants syndicaux et le Premier ministre

Les membres du Comité confédéral de la Confédération nationale des syndicats de Moldova ont eu le 16 janvier 2018 au siège du gouvernement une rencontre de travail avec Pavel Filip, le Premier ministre de la République.

Intervenant à la rencontre, Oleg Boudza, président de la CNSM, a souligné que les syndicats se prononçaient pour le choix européen du pays, qui pourra garantir aux gens un niveau de vie plus élevé. Le maintien des emplois et la création de nouveaux emplois, la motivation des travailleurs et la qualité de la main-d'oeuvre restent pour les syndicats, ainsi que pour le gouvernement, le problème d'actualité et de première importance.

La CNSM soutient la décision du gouvernement de subventionner la création de nouveaux emplois par le budget d'État. Le président de la centrale syndicale s'est prononcé pour l'augmentation du SMIG, actuellement de 1000 leis, et n'a pas été augmenté depuis 2014. Il a proposé de le porter à 1980,9 leis, ce qui égalera le minimum vital.

Le leader syndical s'est adressé aussi aux pouvoirs exécutifs avec la demande de prendre des mesures nécessaires pour le renforcement de la santé et de la sécurité du travail, de lutter contre le travail dissimulé et les salaires au black.

De sa part, Pavel Filip a souligné que cette rencontre avec les dirigeants syndicaux au début de l'année était très importante pour le gouvernement, afin de connaître mieux les problèmes existants qui préoccupent les syndicats au même titre que le gouvernement. Il a souligné que les pouvoirs exécutifs étaient ouverts aux syndicats pour résoudre les problèmes existants et, tout comme les syndicats, voulaient rendre la vie de la population plus prospère.

Russie: la Fédération des syndicats indépendants de Russie se prononce pour la défense des droits syndicaux

Le 18 janvier 2018, la Fédération des syndicats indépendants de Russie (FNPR) a fait une déclaration sur «L'interdiction du SIAO sous un prétexte fallacieux est un coup porté à tous les syndicats de Russie», dont le texte suit:

«Le 10 janvier 2018, le tribunal de la ville de Saint-Petersbourg a pris la décision de dissoudre le Syndicat interrégional «Association ouvrière» (SIAO), l'ayant accusé de ne pas se faire enregistrer en tant qu'agent étranger qui mène des activités politiques et bénéficie du financement étranger.

Même si le SIAO n'est pas membre de la FNPR, nous voulons exprimer notre désaccord avec la position du tribunal qui a estimé qu'en exprimant leur opinion concernant les problèmes sociaux et économiques qui préoccupent leurs membres, les syndicats s'occuperaient, pour ainsi dire, de l'activité politique. Qui plus est, dans tous les pays du monde les syndicats ont le droit d'exprimer leur opinion concernant les perspectives du développement du pays, de soutenir leur candidat ou leur parti aux élections.

Nous espérons que la Cour suprême de Russie rétablira le droit des travailleurs et de leurs représentants, en l'occurrence les syndicats, de mener une activité entière, indépendante et efficace, le droit piétiné par le tribunal de la ville de Saint-Petersbourg».

Russie: une nouvelle convention générale est signée

En présence de Vladimir Poutine, le Président de la Fédération de Russie, la signature d'une nouvelle convention générale pour les années 2018-2020 par les syndicats de Russie, les unions d'employeurs et le gouvernement a eu lieu au Kremlin le 29 janvier 2017. La convention établit les principes de régulation des relations sociales, de travail et économiques pour les trois prochaines années.

Lors de la cérémonie de la nouvelle convention générale, Vladimir Poutine est intervenu et a souligné que ce document touchait les intérêts de plus de 70 millions citoyens de Russie occupés dans toutes les branches de l'économie du pays.

Le chef de l'État a indiqué que la nouvelle convention générale et sa mise en oeuvre par toutes les parties – les employeurs, les syndicats et le gouvernement – servirait d'exemple d'un dialogue social solide

Le président de la FNPR Michail Chmakov a souligné à son tour que la signature de la convention tripartite servait d'un important point de repère pour les institutions de la société civile et de l'État dans le développement du dialogue social du pays.

Russie: la réunion du Comité exécutif de la FNPR

La réunion du Comité exécutif de la Fédération des syndicats indépendants de Russie, tenue le 21 février

2018, a pris la décision de convoquer la réunion de Conseil général de la FNPR le 18 avril 2018 à Moscou.

Les participants ont aussi discuté de «L'action syndicale du Premier Mai 2018» et «Le plan des initiatives de la FNPR pour la réalisation de la Convention collective générale entre les syndicats, les employeurs et le gouvernement pour les années 2018-2020», ainsi que d'autres questions.

Les membres du CE ont souligné que malgré une certaine stabilisation dans quelques branches de l'économie, le ralentissement de l'inflation et l'augmentation du SMIG, le niveau de vie de la grande majorité de la population, le pouvoir d'achat et l'indexation des salaires dans la fonction publique restaient toujours très insuffisants. Les indemnités de chômage ne sont pas majorées, il existe toujours des problèmes avec le calcul et l'indexation des pensions de retraite.

Dans ces conditions, les membres du CE ont pris la décision d'organiser les actions des syndicats du Premier Mai 2018 sous forme de manifestations et de meetings afin de défendre les droits légaux et les intérêts des travailleurs.

Tadjikistan: une réunion du Conseil général de la FSIT

Le 26 janvier 2018, la Fédération des syndicats indépendants du Tadjikistan a tenu à Douchanbé la réunion de son Conseil général.

La réunion a examiné plusieurs questions, parmi lesquelles «Le Message

annuel du Président de la République du Tadjikistan au parlement de la République» et «Le compte rendu de l'activité des syndicats du Tadjikistan en 2017 et leurs tâches pour l'an 2018».

Le CG a adopté le Plan d'initiatives syndicales visant à accomplir les tâches en matière de protection sociale de la population découlant du Message du Président de la République. Le Message détermine les tâches des organes d'État dans le but d'augmenter les rémunérations dans la fonction publique, les pensions de retraite et les bourses d'étude de 15% en septembre 2018, de réviser le SMIG et les allocations sociales, d'améliorer la qualité de vie de la population et de créer les nouveaux emplois.

Partant de ce Message, le CG a déterminé les tâches des syndicats et a choisi les initiatives concrètes pour contribuer à sa réalisation.

Le Conseil général a proclamé 2018 l'Année des syndicats de base.

Tadjikistan: une coopération fructueuse pour le bien des travailleurs

Se préparant à la tenue du Comité exécutif et du Conseil de la CGS, programmés en avril, Kodiri Kosim, le président de la Fédération des syndicats indépendants du Tadjikistan, s'est rendu le 27 février 2018 à Moscou pour une visite de travail.

La discussion entre les dirigeants de la CGS et le président de la FSIT a porté sur la réalisation des projets

de coopération dans la défense des intérêts socio-économiques des travailleurs, y compris des travailleurs immigrés. Les interlocuteurs ont salué le succès des plans précédents et déterminé les tâches pour l'avenir.

Dès son retour à Douchanbé, Kodiri Kosim a adressé à Vladimir Scherbakov, secrétaire général de la CGS, un message suivant:

«Cher Vladimir,

La Fédération des syndicats indépendants du Tadjikistan Vous exprime son respect et Vous assure de notre volonté de coopérer étroitement dans l'avenir.

Nous voulons souligner que la CGS joue au sein de la Communauté des États Indépendants un rôle important, consolide le mouvement syndical international et apporte son soutien aux centrales syndicales nationales dans la défense des intérêts des travailleurs.

En Votre personne, nous voyons un partenaire stratégique et un bon ami. Je Vous remercie vivement pour votre soutien et pour votre participation à nos rencontres lors de notre visite à Moscou».

Ukraine: les syndicats prêts à défendre résolument leurs droits

Le 28 février 2018, le Bureau de la Fédération des syndicats d'Ukraine (FSU) a tenu une réunion extraordinaire, pour débattre de l'offensive contre les droits des syndicats, préci-

sément des tentatives du pouvoir de s'emparer de bâtiments qui appartiennent aux syndicats dans diverses régions.

Ainsi, à Poltava le Parquet essaye d'accaparer la Maison des syndicats pour ses besoins, à Oujgorod, la Maison des syndicats est cédée à l'Administration judiciaire d'État. Les actions illégales du même genre portent sur les maisons de repos, les ouvrages sportifs et les centres d'études syndicales de Tchernigov, de Khmelnytsky et d'autres régions.

Tout cela provoque l'indignation légitime des syndiqués, mais encore leur résolution d'opposer une riposte vigoureuse à cette offensive contre les droits des syndicats. On essaye d'évacuer en plein hiver les militants syndicaux de leurs Maisons, on leur coupe l'électricité, on bloque leur activité en confirmant ces actes illégitimes par les décisions des tribunaux.

«Cette attitude inhumaine est-elle possible dans un État de droit»? a demandé Grigory Osovoy, président de la FSU. Mandaté par le Bureau de la centrale, il a exposé cette situation au Premier ministre d'Ukraine Vladimir Groysman, en tant que partenaire social des syndicats.

Le Bureau de la FSU a exigé d'abroger le décret du Gouvernement sur le transfert des ouvrages syndicaux, surtout de Maisons des syndicats dans les régions de Transcarpatie et de Poltava, et de les restituer à leurs propriétaires légitimes, les syndicats.

Le Cabinet des ministres a réagi à la décision du Bureau de la FSU en

créant un groupe de travail, composé de représentants du Fonds des biens nationaux et des syndicats, qui doit étudier et résorber cette situation.

Nous avons accordé un mois à ce travail avec les fonctionnaires gouvernementaux, a précisé Grigory Osovoy, mais si la situation ne change pas, nous devons être prêts aux actions solidaires de protestation pour défendre nos droits.

La résistance et la riposte vigoureuse couvriront tous les ouvrages et sites syndicaux convoités par les pouvoirs ou le business, a encore déclaré le leader syndical.

Si les revendications syndicales sont ignorées et les droits syndicaux sont toujours violés, la centrale syndicale se propose de s'adresser aux instances internationales: au Conseil économique et social (ECOSOC) de l'ONU, à l'OIT, à la Confédération syndicale internationale et au Conseil régional paneuropéen.

Ukraine: une attaque scélérate contre les syndicats

Le 23 mars 2018, le Bureau de la FSU a adressé un Message ouvert au Président d'Ukraine Petr Porochenko et au Premier ministre Vladimir Groysman à propos des actes criminels commis contre les syndicats.

Le Message indique qu'un groupe d'hommes non identifiés, soit une soixantaine de personnes, avait attaqué le 22 mars 2018 les membres du Syndicat des travailleurs des services

d'utilité publique qui tenaient leur réunion à l'hôtel «Touriste» de Kiev.

Les forces de sécurité publique en ont été immédiatement informées, mais sont arrivées sur place avec retard et n'ont pas pu stopper ces actions criminelles.

La FSU constate avec amertume que les attaques contre les syndicats et leurs leaders ne sont pas rares. Il est à rappeler que d'autres groupes criminels encore, munis de grenades lacrymogènes, avaient auparavant tenté de faire échec à la réunion du Conseil de la FSU en saccageant le hall de l'hôtel «Touriste».

Face au mépris de ces bandes pour la loi et à l'impunité de leurs attaques contre les leaders syndicaux, à leurs tentatives de mettre des entraves à l'activité syndicale légale, le Bureau de la Fédération des syndicats d'Ukraine a exigé d'ouvrir sans délai une enquête pénale sur ces crimes et d'engager des poursuites contre les coupables.

Le Forum syndical international de jeunes employés des P.T.T.

Le Forum syndical international de jeunes employés des P.T.T. «La jeunesse et le travail de l'avenir» a eu lieu du 12 au 16 février 2018 au Palais de Tauride de Saint-Pétersbourg.

Ce Forum a été organisé par l'Union des syndicats des travailleurs de communication de la CEI (UIS), par le Syndicat des travailleurs des services et de la communication de Suède (SECO) et avec la participation de

l'Union internationale des syndicats «Uni Global Union» (UNI).

Les dirigeants des syndicats de branche d'Azerbaïdjan, de Bélarus, du Kazakhstan, du Kighizistan, de Moldova, de Russie, du Tadjikistan et d'Ouzbekistan y ont pris part.

Anatoly Nazeykin, le président de l'UIS, est intervenu à l'ouverture de cette manifestation internationale.

Sergey Antoufiev, le secrétaire général par intérim du Conseil de l'Assemblée interparlementaire de la CEI, s'est adressé aux participants du Forum avec un message de salutation.

Il a déclaré dans son message que «La problématique de la défense des travailleurs n'a pas de frontières. Quand les militants syndicaux se rencontrent, ils trouvent toujours un langage commun, puisque les problèmes que les gens unis dans les syndicats essayent de résoudre, sont partout très semblables».

Jens Saverstam, le secrétaire chargé des relations internationales du SECO, a donné devant le Forum la conférence «Les syndicats doivent penser à l'avenir où les hommes auront du travail».

Pendant quatre jours, les représentants des syndicats des travailleurs de la communication de la CEI et d'Europe du Nord se réunissaient en sessions plénières, aux séminaires et autour des tables rondes. Lors du Forum, le Conseil de l'UIS des travailleurs de la communication a tenu sa réunion consacrée aux questions d'actualité.

PUBLIÉ PAR LE DÉPARTEMENT INTERNATIONAL
ET
LE CENTRE DES RELATIONS PUBLIQUES DE LA CGS
42, LENINSKY PROSPECT
119119, MOSCOU, RUSSIE
TÉLÉFAX +7(495) 938-2155
TÉLÉPHONE +7(495) 938-0112
E-MAIL: inter@vkp.ru
SITE INTERNET: www.vkp.ru;

*LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DES SYNDICATS (CGS), UNION INTERNATIONALE,
A ÉTÉ CRÉÉE À SON PREMIER CONGRÈS LE 16 AVRIL 1992.*

*SES STATUTS ADOPTÉS AU PREMIER CONGRÈS ONT ÉTÉ PARTIELLEMENT MODIFIÉS
ET COMPLÉTÉS AU DEUXIÈME CONGRÈS DE LA CGS, LE 22 SEPTEMBRE 1993, AU TROISIÈME CONGRÈS DE LA CGS,
LE 18 SEPTEMBRE 1997 ET AU CINQUIÈME CONGRÈS (EXTRAORDINAIRE) DE LA CGS, LE 26 MARS 2004.*

LES OBJECTIFS PRINCIPAUX DE LA CGS SONT LES SUIVANTS:

*LA COORDINATION DES ACTIONS DE SES ORGANISATIONS AFFILIÉES DANS LE DOMAINE DE LA DÉFENSE
DES DROITS SOCIAUX DES TRAVAILLEURS, DES ÉTUDIANTS ET DES RETRAITÉS;
LA PROTECTION DES DROITS ET DES GARANTIES DE L'ACTIVITÉ DES SYNDICATS;
LE DÉVELOPPEMENT DE LA SOLIDARITÉ SYNDICALE INTERNATIONALE
ET LA COORDINATION DE LA POLITIQUE INTERNATIONALE DE SES ORGANISATIONS AFFILIÉES.*

*LA CGS RÉALISE SON ACTIVITÉ CONFORMÉMENT AUX NORMES UNIVERSELLEMENT RECONNUES
DU DROIT INTERNATIONAL, SUR LES PRINCIPES DE L'AUTONOMIE TOTALE ET DE L'ÉGALITÉ EN DROITS
ET EN OBLIGATIONS DES ORGANISATIONS AFFILIÉES.*

*LA CGS GROUPE ACTUELLEMENT LES CENTRALES SYNDICALES NATIONALES D'ARMÉNIE,
D'AZERBAÏDJAN, DE BÉLARUS, DE GÉORGIE, DU KAZAKHSTAN, DE KIRGHIZISTAN, DE MOLDOVA,
DE RUSSIE, DU TADJIKISTAN ET D'UKRAÏNE,
AINSI QUE 28 UNIONS INTERNATIONALES SYNDICALES DE BRANCHE.*

*LA CGS EST OUVERTE POUR LA COOPÉRATION À TOUTE CENTRALE SYNDICALE
INDÉPENDAMMENT DE SON AFFILIATION. D'AUTRE PART, L'ADHÉSION À LA CGS
NE LIMITE PAS L'AUTONOMIE DE SES ORGANISATIONS AFFILIÉES.*

*LA CONFÉDÉRATION A LE STATUT D'OBSERVATEUR AUPRÈS DES ASSAMBLÉES INTERPARLEMENTAIRES DE LA CEI ET DE LA CEEA,
DU CONSEIL DES CHEFS D'ÉTATS ET DES PREMIERS-MINISTRES DE LA CEI,
DU COMITÉ ÉCONOMIQUE INTERÉTATIQUE DE LA CEI, ETC.*

AU PLAN INTERNATIONAL, ELLE A LE STATUT CONSULTATIF RÉGIONAL DE L'OIT, DE L'ECOSOC ET DU DIP DE L'ONU.

*LE CONGRÈS EST L'ORGANE SUPÉRIEUR DE LA CGS QUI EST CONVOQUÉ AU MOINS UNE FOIS TOUS LES CINQ ANS
ET ENTRE LES DEUX CONGRÈS LE CONSEIL ET LE COMITÉ EXÉCUTIF.*

*LE CONTRÔLE FINANCIER EST EFFECTUÉ PAR LA COMMISSION DE CONTRÔLE FINANCIER DE LA CGS.
MIKHAÏL CHAMAKOV EST LE PRÉSIDENT DE LA CGS, VLADIMIR SCHERBAKOV EST LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL.*

CHER LECTEUR,

Le bulletin d'information de la CGS "Inform-Contact" est également diffusé par E-mail. En outre,
les versions française et anglaise de notre publication sont disponibles sur notre site Internet:
www.vkp.ru